

## COLLOQUE DU COLLÈGE DE FRANCE À BERLIN « LE NOUVEAU MONDE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA PRÉVENTION »

Le deuxième colloque du Collège de France à l'étranger a eu lieu à Berlin les 11 et 12 mai derniers. Il a été organisé en coopération avec l'Académie des sciences de Berlin-Brandenburg (*Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaften*) et la Charité, université de médecine de Berlin, et avec le soutien de l'ambassade de France, qui a permis la traduction simultanée du colloque en français et en allemand.

Le colloque a été introduit par S.E. Claude Martin, Ambassadeur de France, Pr Günter Stock, Président de la *Berlin-Brandenburgischen Akademie der Wissenschaften*, Pr Detlev Ganten, Président de la Charité et Pr Pierre Corvol, Administrateur du Collège de France.

Comme l'a expliqué Pierre Corvol, administrateur du Collège de France, ce colloque visait à engager un dialogue interdisciplinaire pour mieux comprendre l'importance et la complexité des questions que recouvre l'expression de « santé publique », ainsi que ses enjeux, aujourd'hui et pour les années à venir. Ce thème, très présent dans l'actualité, est extrêmement sensible en Allemagne : l'expression même de « santé publique » n'a pas d'équivalent en allemand (on utilise le terme anglais *public health*), les termes allemands conservant trop de connotations renvoyant au nazisme. Ce colloque a donc permis de rouvrir le débat sur les problèmes de santé publique en Allemagne dans des termes renouvelés. Il a marqué un tournant dans l'approche allemande de ces préoccupations puisqu'il a coïncidé avec l'annonce de la création en 2007, à

la Charité – université de médecine de Berlin partenaire du colloque – d'une nouvelle école pluridisciplinaire consacrée à la santé publique (« Berlin School of Public Health »).

La première session du colloque était consacrée aux leçons de l'histoire. Elle a été ouverte par Anne Fagot-Largeault (Collège de France), qui a présenté les étapes du développement de l'hygiène moderne (apparition progressive de la statistique sociale dès le XVI<sup>e</sup> siècle, des conseils de salubrité publique dans les grandes villes au XVIII<sup>e</sup> siècle et de l'enseignement de l'hygiène dans le cursus médical au XIX<sup>e</sup> siècle), son apogée au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle (l'administration, à travers lois et institutions, se veut alors l'instrument d'une politique d'hygiène scientifique) et son déclin dès le début du XX<sup>e</sup> siècle en raison des excès des hygiénistes, de la mise à l'écart des médecins au profit des scientifiques, et d'une insuffisante prise en considération des conflits d'intérêt inhérents à une véritable politique d'hygiène publique. Cette périodisation recoupe largement celles proposées par Patrice Bourdelais (Paris, EHESS) et Paul Unschuld (Berlin, Charité). Le premier a insisté sur la coïncidence des préoccupations de santé publique et de l'émergence de la citoyenneté et des idéaux des Lumières après la Révolution française, ainsi que sur l'importance des échanges intellectuels entre savants au XIX<sup>e</sup> siècle, qui explique en grande partie la simultanéité et la similitude des politiques de santé publique mises en place en Europe du Nord à cette époque. Paul Unschuld a mis en parallèle l'acmé des politiques de santé publique avec l'exigence, dès la fin du



Pr Pierre Corvol



Pr Detlev Ganten

XVIII<sup>e</sup> siècle, d'un état fort et donc sain (des hommes en bonne santé pour les manufactures et l'armée), et le déclin de celles-ci à une époque où ces contraintes sont moins prévalentes et où la santé, devenue l'affaire des individus, est surtout prise en charge par la médecine individuelle. Cependant, comme l'a soutenu Anne Fagot-Largeault dans sa conclusion, l'hygiène moderne n'a pas disparu : de nombreux signes témoignent aujourd'hui d'une renaissance des préoccupations de santé publique et d'une réhabilitation de la prévention, longtemps délaissée au profit des seuls soins curatifs.

Cette nécessité de donner une place plus grande à la prévention (à la « médecine publique », à côté de la « médecine individuelle », pour reprendre les mots de Paul Unschuld) est apparue clairement à travers l'étude de quatre cas particuliers qui constituait la deuxième session : les maladies cardio-vasculaires, les maladies infectieuses (la tuberculose

en particulier, qui, avec 15 000 nouveaux cas par jour, cause 2 millions de morts par an), le sida et l'obésité. Ce dernier exemple a permis à Arnaud Basdevant (université Paris VI) d'insister sur la complexité de la prévention, qui ne saurait consister seulement en appels à la responsabilité individuelle (nutrition saine et activité physique dans le cas de l'obésité), mais devait aussi concerner le cadre de vie environnemental, économique et social (par la construction d'équipements sportifs publics et de pistes cyclables par exemple, ou la lutte contre les discriminations sociales révélées par plusieurs enquêtes). Ce second aspect, plus indirect, des mesures de prévention, paraît être insuffisamment pris en compte par les politiques de prévention menées aujourd'hui, alors qu'il est démontré que les facteurs économiques jouent un rôle crucial dans le cas de l'obésité. On peut retenir par exemple que l'accès à une alimentation à teneur calorique

correcte est impossible pour des populations qui disposent de moins de 2,40 euros par jour – situation qui concerne plus de deux millions de nos concitoyens. Michel Kazatchkine (Directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme) et Stefan Kaufmann (Max-Planck Institut, Berlin), entre autres, ont souligné que la question économique est d'autant plus fondamentale, lorsqu'il s'agit de santé publique et de prévention, que les populations les plus concernées par les mesures à mettre en œuvre sont aussi les plus pauvres, à l'échelle des pays comme à l'échelle du monde. Ainsi, la recherche et la production de vaccins pour les trois épidémies majeures que sont le paludisme, le sida et la tuberculose – qui devraient être une priorité –, suscitent trop peu d'intérêt du côté des laboratoires pharmaceutiques.

La troisième session du colloque a donné lieu à des études comparées

des politiques de santé publiques et des institutions qui en sont chargées (entre pays européens ou entre l'Europe et d'autres pays), et à la manière d'aborder les enjeux nouveaux qui sont apparus ces dernières années. Didier Tabuteau (Paris, IEP) a évoqué par exemple le problème de la sécurité sanitaire, réapparu dans les années 90 lors des affaires du sang contaminé, et le rôle des agences (re)créées au moment de cette crise. Françoise Forette (Assistance publique des hôpitaux de Paris) a abordé la question de la longévité et montré l'enjeu que représentent le développement et la restructuration des services de gériatrie, si l'on veut éviter que le coût de la prise en charge de la dépendance des personnes âgées n'augmente en proportion du nombre (toujours croissant) de celles-ci.

La santé, bien public mondial ? C'est à cette question qu'ont tenté finalement de répondre les derniers



La conférence publique du 11 mai au soir a permis à des personnalités politiques françaises et allemandes de s'exprimer sur la question de la santé publique, en présence notamment de M<sup>me</sup> Katrin Lompscher, ministre allemande de la santé, de l'environnement et de la protection des consommateurs qui a fait une communication.

Une discussion sur le thème de la santé de la population des grandes agglomé-



Conférence publique

rations s'est ensuite engagée entre le Pr Didier Houssin, Directeur Général de la Santé (Paris), le Pr Dr. Reinhard Kurth, Président du *Robert Koch-Institut* (Berlin), le Pr Alfred Spira, Inserm U569, Hôpital du Kremlin Bicêtre (Paris), et le Pr Stefan Willich, Directeur de l'*Institut für Sozialmedizin, Epidemiologie und Gesundheitsökonomie, Charité – Universitätsmedizin* (Berlin).

orateurs, du point de vue de la politique (Bernhard Badura, Bielefeld), de l'économie (Roger Guesnerie, Collège de France), de la biologie (Philippe Kourilsky, Collège de France) et des problèmes de méthodologie (Karl Wegscheider, Hamburg). La santé – si difficile qu'il soit d'en donner une définition – apparaît en effet comme un bien au moins « collectif », qui concerne la collectivité et qui profite à tous en profitant à chacun. C'est vrai à l'échelle nationale, mais aussi à l'échelle mondiale à laquelle il faut raisonner aujourd'hui. Il reste donc beaucoup à faire pour lutter contre le « *gap* 90/10 », à savoir le fait que 90 % des financements bénéficient à 10 % de la population du globe. Outre les questions de financement, les intervenants ont également insisté sur la nécessité de renouveler les approches en matière de prévention, en particulier pour les pays en développement. Philippe Kourilsky, par exemple, a plaidé en faveur

d'une évaluation et d'une réforme des réglementations concernant les nouveaux médicaments, et pour la mise en place d'une véritable « science de terrain », qui permettrait une valorisation des expériences et connaissances accumulées par les acteurs de terrain.

Pierre Rosanvallon (Collège de France), organisateur scientifique du colloque, l'a clairement souligné en conclusion : les questions de prévention et de santé publique mettent en jeu des équilibres complexes (entre responsabilité individuelle et collective, efficacité à long terme et rentabilité à court terme, ou encore entre respect des libertés individuelles et aspects contraignants des mesures à adopter par exemple), qui obligent à une approche pluridisciplinaire – à l'image du colloque. La santé n'est pas simplement une question de physiologie : elle a, pour reprendre les mots de Pierre Rosanvallon, une « dimension de phénomène social total ».

Les conférences prononcées lors de ce colloque sont disponibles à l'écoute sur le site Internet du Collège de France ([www.college-de-france.fr](http://www.college-de-france.fr)) à la fois en français et en allemand. ■

*Céline Vautrin*



S.E. Claude Martin, Ambassadeur de France, le Pr Detlev Ganten, Président de la Charité et le Pr Pierre Corvol, Administrateur du Collège de France, à l'ambassade de France à Berlin.

Ce colloque été organisé conjointement par le Pr Pierre Rosanvallon, titulaire de la chaire d'Histoire moderne et contemporaine du politique, et par M. Detlev Ganten, Président de La Charité, université de Médecine à Berlin (Allemagne) et Président du COSS.

À l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, les questions de santé publique sont au premier rang des inquiétudes des citoyens et des préoccupations des gouvernements. De nouvelles épidémies, comme celle du SIDA, de nouvelles menaces comme celle du SRAS sont en effet apparues. Des problèmes liés au mode de vie, comme celui de l'obésité, constituent aussi dorénavant des enjeux sanitaires majeurs d'un type inédit.

Se multiplient dans ces domaines les interrogations sur les conditions d'une gestion mondiale opératoire. Quelles institutions, quelles procédures, quels financements, quels droits faut-il en effet mettre en place pour être efficace

et réduire de trop criantes inégalités ? Au même titre que les questions de l'environnement et du climat, celles de la santé publique se trouvent au cœur des défis que doit relever la communauté des nations dans la période à venir. La gravité de la situation montre l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir.

On ne pourra avancer pour relever ces défis sans avoir fait le bilan méthodique des actions de terrain déjà entreprises. La longue histoire de l'hygiénisme et de la gestion sanitaire des populations par les États est de son côté pleine d'enseignements et d'avertissements dont la mesure n'a pas toujours été prise. Les termes mêmes de l'appréhension de ces questions, comme la redéfinition de la santé publique en tant que bien collectif global, doivent également être repensés.

Au carrefour de la science et de l'action, de l'économie et de la politique, des interventions publiques nationales et de l'action internationale, la maîtrise des problèmes de santé publique requiert



C. Mantel et le Pr P. Rosanvallon

d'abord une réflexion conjointe des différentes catégories de spécialistes trop peu souvent invités à travailler ensemble. C'est le but de ce colloque que d'avancer dans cette voie en réunissant les meilleurs professionnels et les principaux décideurs français et allemands de ces questions. Biologistes et médecins, historiens, philosophes et économistes, responsables d'agences publiques nationales et internationales vont travailler ensemble pendant ces deux journées pour explorer « le nouveau monde de la santé publique et de la prévention ».

Pr Pierre Rosanvallon

Credits photographiques pp. 35-38 : Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaften / A. Schaeffgen.

## PROGRAMME

Vendredi 11 mai 2007

### Les leçons de l'histoire

Pr Anne Fagot-Largeault, Paris, Collège de France

De l'hygiène publique à la santé publique

Pr Patrice Bourdelais, Paris, EHESS

La santé publique, terrain du progrès et enjeu de la citoyenneté (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)

Pr Paul U. Unschuld, MPH, Direktor, Horst-Görtz-Institut für die Theorie, Geschichte und Ethik Chinesischer Lebenswissenschaften, Charité

La perception politique de la santé publique - une perspective historique

Dr Carsten Mantel, MPH, Leiter, International Health Programm, Institut für Tropenmedizin, Charité

De la santé publique à la santé internationale et globale

### Révolutions et enjeux contemporains : études de cas

Pr Rainer Dietz, Charité, Berlin ; Mitglied der BBAW  
Maladies cardio-vasculaires

Pr Stefan Kaufmann, Max-Planck Institut für Infektionsbiologie, Berlin ; Mitglied der BBAW

Maladies infectieuses : tuberculose

Pr Arnaud Basdevant, Paris, Université Paris VI

L'obésité, nouvel enjeu des politiques publiques

Pr Michel Kazatchkine, Directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

La question du SIDA

Samedi 12 mai 2007

### Les institutions de gestion de la santé publique : une approche comparée

Pr Didier Tabuteau, Paris, Institut d'Études Politiques de Paris

La sécurité sanitaire, réforme institutionnelle ou résurgence des politiques de santé publique ?

Pr Reinhard Busse, MPH, Berlin

Perspective européenne comparée des systèmes de santé et des assurances sociales

Pr Françoise Forette, Paris, Assistance Publique Hôpitaux de Paris

Les enjeux de la longévité

Pr Adelheid Kuhlmeier, Charité

Évolution démographique, les nouveaux enjeux et les exigences institutionnelles

### La santé, bien public mondial ?

Pr Bernhard Badura, Bielefeld

Dimension politique de la santé publique

Pr Roger Guesnerie, Paris, Collège de France

Les biens publics mondiaux – point de vue économiste

Pr Philippe Kourilsky, Paris, Collège de France

Sciences et Actions de Terrain

Pr Karl Wegscheider, Hamburg

Défis méthodologiques dans la santé publique